

# KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2015 n°11

20 février 2016

Institut National de la Statistique (INSTAT)

## SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
  - ◇ INSTAT
  - ◇ DRPSIAP
  - ◇ CPS
  - ◇ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

Les comptes nationaux donnent une représentation chiffrée et détaillée d'une économie donnée.

Les agrégats comme la croissance, le revenu, la consommation, l'investissement, le commerce extérieur sont évalués.

Ils servent aussi bien à l'analyse conjoncturelle qu'à l'analyse macroéconomique.

## Editorial

Le quatrième trimestre de l'année 2015 a été caractérisé par l'organisation des activités des Journées Mondiale et Africaine de la Statistique. Il a été caractérisé par l'organisation des journées de sensibilisation et d'information des utilisateurs de la Statistique à l'endroit des groupes cibles.

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 11 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du quatrième trimestre 2015. A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude

deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « *Dossier du trimestre* » se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.



Seydou Moussa TRAORE  
Directeur Général de l'INSTAT

Ce numéro traite du thème « **Comptes économiques du Mali 1999-2013** »

La seconde rubrique, inti-

tulée « **Les utilisateurs et nous** », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordée à un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur **Boubacar Dramane TRAORE**, Directeur des Programmes à l'Association des Municipalités du Mali (AMM) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

## Dossier du trimestre. Comptes économiques du Mali 1999-2013

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) a entrepris depuis 1999, la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN93) en utilisant le module ERETES.

Cet outil adapté au SCN93 permet de produire des comptes nationaux assez détaillés.

Les travaux ainsi effectués, ont abouti à la production de comptes de types nouveaux avec plus d'informations que les précédents.

Durant la période 1999-2013, les indicateurs macroéconomiques montrent une évolution erratique de l'économie malienne.

La croissance économique est ressortie en variation annuelle moyenne de 4,5% entre 1999 et 2013.

Sur la même période, le PIB nominal a connu une augmentation moyenne de 8,5% ; contre une évolution du PIB réel de 4,5% par an.

Le taux de croissance réelle de 1999 à 2013, montre une évolution contrastée avec des années de récessions comme 2012 où la croissance s'est située à -0,8% et des années de croissance inférieure à 5% concernant plus d'un tiers de la période et enfin des années de forte croissance avec plus de 15% en 2001.



L'Institut National de la Statistique (INSTAT) a entrepris depuis 1999, la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN93) en utilisant le module ERETES. Cet outil adapté au SCN93 permet de produire des comptes nationaux assez détaillés. Les travaux ainsi effectués, ont abouti à la production de comptes de types nouveaux avec plus d'informations que les précédents .

On constate une évolution irrégulière au niveau de la croissance réelle dans les secteurs primaire et secondaire et régulière dans le secteur tertiaire. Cette évolution en dent de scie s'explique par des années de crises sur la période. Les contributions sectorielles moyennes à la croissance sont de 1,8 pour le tertiaire, 1,4 pour le primaire et 1,1 pour le secondaire.

En termes de structure et d'évolution par secteur du PIB, dans la première moitié de la période 1999-2013, on enregistre une diminution de la part du secteur primaire et du secteur tertiaire dans le PIB respectivement 33% et 36%. Par contre, le secteur secondaire progresse de 18% à 26%.

Cette progression s'explique par la bonne marche de la production d'or et la branche de textile.

Avec la mise en place des subventions et le bon niveau de la pluviométrie, la situation s'est améliorée au niveau du secteur primaire dès la seconde moitié de la période.

Les secteurs primaire et tertiaire sont essentiellement dominés par les principales branches économiques qui contribuent beaucoup dans le PIB.

Il s'agit entre autres de l'agriculture et l'élevage pour le primaire, métallurgie et fonderie pour le secondaire ainsi que le commerce et l'administration publique pour le tertiaire.

Le secteur informel contribue pour près de 55% du PIB et représente près de 98% du secteur primaire, 66% du secteur tertiaire et seulement 22% du secondaire. Cela montre une prédominance du secteur informel dans notre économie.

Au niveau de la structure et de l'évolution des emplois du PIB, c'est la consommation finale des ménages qui domine les autres emplois du PIB avec en moyenne 72% sur la période.

Quant au taux d'investissement, il a été en moyenne de 20% sur la période.

En termes de croissance, la consommation finale des ménages a progressé en volume en moyenne de 4,5%, la formation brute de capital fixe de 6,7%.

### Impact de la révision sur la série PIB plus comparable

La révision des comptes nationaux apporte au minimum deux améliorations substantielles : d'une part, une adaptation de la couverture et des définitions des comptes aux réalités économiques nouvelles et aux besoins d'information nouveaux et d'autre part, une réévaluation des niveaux des grands agrégats par la mobilisation de sources statistiques non exploitées auparavant.

Les résultats définitifs de la rénovation des comptes nationaux montrent que le PIB à prix courants est ressorti en hausse de 15,2 % en moyenne par rapport à son niveau dans les comptes du « PIB plus comparable ».

En comparaison, cette hausse reste inférieure à celle constatée en Afrique lors des dernières révisions des comptes nationaux avec notamment le Kenya en 2014 (25%), le Ghana (60%) et le Nigéria (59%).

La croissance économique mesurée par l'évolution en volume du PIB est également revue légèrement à la hausse par rapport aux comptes actuels.

Elle est ressortie à 4,5% contre 4,2% pour les comptes actuels soit un gain de 0,3 point de pourcentage par an.

La structure de l'économie change légèrement entre les deux séries.

En effet, si le poids du secteur tertiaire dans le PIB reste le même dans les deux séries (en moyenne 36% du PIB), le secteur primaire perd deux (2) points de pourcentage du PIB au

profit du secteur secondaire dans la nouvelle série.

Le secteur primaire ressort en moyenne à 32% contre 34% dans le PIB plus comparable. Le secteur secondaire quant à lui, a été en moyenne de 22,5% contre 20,6% dans le PIB plus comparable.

Le niveau du PIB a été majoré de près de 15,2% comme ci-dessus mentionné. Cette réévaluation a un impact sur certains critères de convergence notamment ceux qui sont exprimés en pourcentage du PIB.

Cet impact sur les critères de convergence est différent selon qu'il s'agisse d'un seuil minimum à atteindre (pression fiscale) ou d'un seuil à ne pas dépasser (Solde budgétaire global, dons compris, taux d'endettement).

Le ratio du solde budgétaire global passe de -2,5 % pour la série PIB plus comparable à -2,2% pour la nouvelle série en moyenne sur la période 2007 à 2013 soit une légère amélioration de 0,3 point de pourcentage

La rénovation des comptes nationaux suivant les recommandations du SCN93 avec l'utilisation du Module ERETES comme outil d'évaluation de ces comptes a permis d'améliorer de manière significative le niveau et la qualité des différents agrégats macroéconomiques.





La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrés en vue d'atteindre les objectifs du système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions des structures.

Les Journées Africaine et Mondiale visent à sensibiliser les décideurs et les acteurs sur l'importance de la statistique dans le développement socioéconomique et culturel du pays.

## ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

### INSTAT

Dans le domaine des statistiques économiques et financières, l'INSTAT a publié en 2015 la dynamique de la gouvernance paix et sécurité au Mali 2014-2015, les rapports d'analyse de l'EMOP (1er et 2ème passage 2015).

Dans le domaine des statistiques de conjoncture, il a publié :

- Le Bulletin de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle 3ème trimestre 2015.

Dans le domaine des statistiques économiques, il a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation des mois d'octobre, novembre et décembre 2015 ;
- l'Indice des matériaux de construction des mois d'octobre et novembre 2015.

Ils sont tous accessibles sur le site de l'INSTAT et support papier.

L'INSTAT dans le cadre du Renforcement des Capacités Statistiques et en partenariat avec AFRISTAT, a organisé la formation des responsables sectoriels et régionaux du Système Statistique National (SSN) en Gestion axée sur les Résultats (GAR). Cette formation de 3 jours financée sur budget national leur a permis de maîtriser les techniques et outils de la GAR

L'INSTAT a également organisé les activités de sensibilisation des journées mondiales et africaines de la statistique les 20 octobre et 18 novembre 2015.

Ces journées visent à sensibiliser les décideurs et les acteurs sur l'importance de la statistique dans le développement socioéconomique et culturel du pays. Financé sur Budget national, ces journées placées sous la présidence du ministre de l'Aménagement du Territoire et

de la Population ont vu la participation de six membres du Gouvernement, des responsables des structures du SSN, des anciens de la statistique, des PTF et des universitaires. Les activités de sensibilisation de ces journées se sont déroulées une semaine durant à l'Hôtel Salam à l'endroit des journalistes, des ONG, de la Société civile, des Institutions et du secteur privé. .

### L'INSTAT a participé du :

- 30 octobre au 8 novembre 2015 à Yaoundé (Cameroun) à l'atelier des experts francophones sur le programme africain pour l'amélioration accélérée des systèmes d'enregistrement des faits et des statistiques de l'état civil (APAI-CRVS) ;
- 1<sup>er</sup> au 5 novembre 2015 à Kinshasa (RDC), à la conférence économique africaine 2015 sur le thème : « Lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le programme de développement pour l'après 2015 » ;
- 14 au 22 novembre 2015 à Libreville (Gabon), à l'atelier de l'otoroute de l'information en Afrique (AIH) ;
- 16 au 20 novembre 2015 à Addis-Abeba (Ethiopie) à l'atelier sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'analyse de résilience prévu du 17 au 19 Novembre 2015 ;
- 15 au 21 novembre 2015 à Lomé (Togo), à la formation régionale de mise à niveau des responsables de l'élaboration des statistiques du commerce extérieur des états membre de la CE-DEAO en vue de la migration des bases vers la version SQL d'EURO-TRACE ;
- 15 au 21 novembre 2015 à Ouagadougou (Burkina Faso), au séminaire du deuxième semestre 2015 sur la conjoncture économique et la prévision à court terme dans les Etats membre de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie ;
- 8 au 14 novembre 2015 à Dakar (Sénégal), à l'atelier du groupe technique de travail (GTT-NEP) ;
- 10 au 14 novembre à Addis-Abeba (Ethiopie), à la réunion des parties prenantes sur l'implémentation de la stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA) concernant les données de gouvernance, paix et sécurité (GPS) ;
- 08 au 12 novembre 2015 à Ouagadougou (Burkina Faso), à la réunion pour l'élaboration de l'argumentaire pour le passage à l'INHPC ;
- 22 au 26 novembre 2015 à Libreville (Gabon), au 11<sup>ème</sup> symposium africain sur le développement de la statistique ;
- 20 au 29 novembre 2015 à Libreville (Gabon), à la deuxième session conjointe du comité des directeurs généraux des instituts nationaux de statistique et de la commission africaine des statistiques (STATCOM-AFRICA) ;
- 30 novembre au 5 décembre 2015 à Ouagadougou (Burkina Faso), à l'atelier régional --- simulation d'impact par les modèles EGC ;
- 30 novembre au 5 décembre 2015 à Johannesburg (Afrique du Sud), à la 07ème conférence africaine sur la population ;
- 06 au 19 décembre 2015 à Dakar (Sénégal), au cours sur les aspects économiques de l'intégration régionale ;
- 5 au 21 décembre 2015 à Washington (USA) au cours de Programmation et politiques financières, HQ15.22, qui sera dispensé en français à l'Institut du fonds monétaire international ;





Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako

## DRPSIAP

1. La DRPSIAP de Kayes a, au titre des opérations spéciales, participé à la mission de supervision de l'enquête de l'ONG ADIES-Mali dans les villages concernés par la réinstallation dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Hydroélectrique de Gouina (PHG).

La mission avait pour objectif de se rendre dans les villages et hameaux concernés par la réinstallation afin de se rendre compte :

- du passage des animateurs de l'ONG ADIES dans le cadre de la campagne de l'IEC ;
- de l'appréciation de la maîtrise des outils par les populations ;
- de faire l'état des lieux en terme de confirmation des données de la « base de données » ;
- d'identifier les difficultés relatives à la confirmation des données ;
- de constater la création des comités villageois de réinstallation.

Cette mission de deux jours a été financée par le CG Gouina en partenariat avec l'OMVS.

Au titre des rencontres, la DRPSIAP de Kayes a participé à 3ème Session Ordinaire de la Commission Régional PARAD de 2015 qui avait pour objet, la validation du rapport Provisoire du 3ème trimestre 2015.

Tenue dans la salle de Conférence du Gouvernorat sur financement national, elle a vu la participation des structures techniques (DRS, DRT, DRAE et DRH).

Elle a également participé à l'atelier Tamba 2 : à Tambacounda (Sénégal) dont l'objectif est faire le cadrage de l'évaluation financière de PTDL de Kéniéba-Saraya et Kayes-Bakel.

Tenu les 3 et 4 novembre dans la Salle de Conférence du Centre de formation sanitaire de Tambacounda sur financement GIZ/Programme Frontière de l'Union Africaine, elle a regroupé le représentant de la GIZ de Dakar, le Service Régional de Planification de Kédougou, l'Agence Régionale de Développement de Kédougou, l'Agence Régionale de Développement de Tambacounda, l'An-

tenne départementale de Bakel de l'ARD de Tambacounda, le Service Régional d'Appui au Développement local de Kédougou, la DRPSIAP de Kayes, le SLPSIAP de Kayes, le SLPSIAP de Kéniéba.

Elle a enfin participé aux ateliers techniques d'élaboration du Programme Transfrontalier de Développement Local (PTDL) des espaces Kéniéba -Saraya (22 au 25 novembre 2015) et Bakel - Kayes (1er au 5 décembre 2015).

Ces ateliers, tenus respectivement dans les salles de Conférence de la Mairie de la Commune de Saraya (République du Sénégal et du Conseil de Cercle de Kayes sur financement GIZ et le Programme Frontière de l'Union Africaine a regroupé les représentants des mêmes structures qui ont participé à l'atelier de Tamba 2.

2. La DRPSIAP de Sikasso a, au titre des opérations spéciales participé au lancement des outils « MoRes » à Bougouni dont l'objectif est de réduire l'écart entre les sexes sur le plan de l'éducation, de la santé, de l'assainissement etc.

Cette opération de trois mois qui comprend des activités de collecte et de traitement a été financée par l'UNICEF en partenariat avec la DRS, la DAE et la DRACPN.

Elle a également participé à la validation des statistiques et du bilan de la campagne mangue en vue d'informer les acteurs de cette filière.

Elle a enfin participé à l'atelier de restitution des études relatives à la transformation et à la commercialisation du maïs et de la patate douce en vue d'informer les acteurs du développement de la région.

Cet atelier d'une journée a été financé par le Conseil Régional.

Au titre des publications réalisées, elle a produit en décembre 2015, l'Annuaire Statistique 2012 disponible en copie dure

3. La DRPSIAP de Gao a, au titre des rencontres, participé à la Revue annuelle régionale du Programme de Coopération Mali-UNICEF dont l'objet est de faire le bilan de l'apport du Programme dans le cadre humanitaire et l'évolution de sa contribution à la restructuration de l'autorité de l'Etat, la paix et la cohésion dans les régions du Nord.

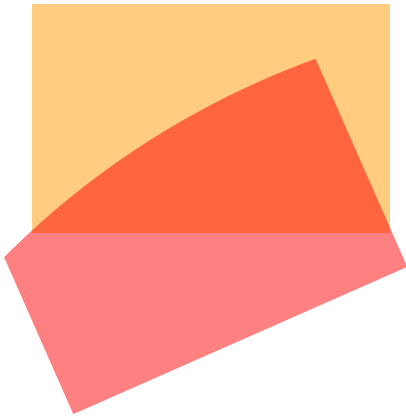
Tenu à Gao du 20 au 21 octobre 2015 sur financement UNICEF, l'atelier a regroupé les services techniques et les ONG de la région.

Elle a également participé à l'atelier de sensibilisation des parties prenantes sur le mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) dont l'objet est de Renforcer les connaissances des acteurs sur le Mécanisme Africain Evaluation par les Pairs.

Tenu à Gao du 22 au 23 décembre 2015 sur financement de la Fondation Hanns Seide et de l'Union Européenne, elle a regroupé les services techniques de l'Administration, la société civile, les organisations faïtières régionales et la presse.

3. La DRPSIAP de Bamako a, au titre des rencontres participé à l'atelier de formation des Agents non statisticiens sur les systèmes statistiques nationaux en Technique Statistique de Base en vue de disposer de données statistiques plus régulières, plus fiables et plus complètes pour le suivi de la mise en œuvre du plan et des différents programmes d'aide au développement .

Tenu au Centre Mali Créances à l'ACI 2000 sur financement du FNUAP, l'atelier a regroupé les représentants de l'INSTAT, de la DNP, des CPS et des DRPSIAP



Elle a aussi participé à l'atelier de dissémination des résultats des enquêtes Afrobaromètres en vue de mener des réflexions autour des politiques nationales dans les domaines de l'emploi, de la sécurité entre autres.

L'atelier s'est tenu à l'Hôtel Olympe International de Bamako sur financement de GREAT.

Elle a également participé à l'atelier de formation de la DNPD portant sur la création et l'administration des articles dans le site web de la DNPD.

Elle a participé à la réunion de présentation du rapport du 3ème trimestre 2015 du Groupe Technique de Suivi Evaluation sur le VIH.

Tenu dans la salle de réunion de la Direction Régionale de la Santé sur financement du HCNLS, il a regroupé la DRS, la DRPFEF, la DRPSIAP, les Académies rive droite et gauche), les ONG (JIGI ASDAP ARCAD SIDA SOUTOURA).

Elle a participé à l'atelier d'échanges pour la mise en œuvre du système permanent des statistiques agricoles basées sur l'horticulture en vue de capitaliser les expériences dans les domaines de l'horticulture en général et le maraîchage en particulier à travers des échanges avec les producteurs et utilisateurs principaux des statistiques agricoles.

Financé par l'UEMOA, l'atelier s'est tenu à la CPSSDR et a regroupé les structures suivantes (DNA, INSTAT, IER, AFRISTAT, APCAM, DRA, DRPSIAP/BKO, ON, OHVN).

Elle a organisé l'atelier de validation de l'annuaire statistique de l'année 2013 du District de Bamako afin de mettre à la disposition des utilisateurs des informations statistiques fiables, pertinentes et à jour. Tenu au Centre Aoua KEITA sur financement de l'UNFPA, l'atelier a vu la participation des services techniques du District.

Elle a enfin participé à la 13ème réunion du comité de suivi technique du Projet d'Assainissement et de Développement Urbain de Bamako

(PADUB) ayant pour objet l'adoption du compte rendu de la 12ème réunion et l'examen du rapport d'activités.

Tenu à la Direction Générale des Collectivités Territoriales sur financement national, elle a regroupé la DGCT, la DRUH, le CFCT, la DRPSIAP, la DRDS, l'APEJ, le PACUM, la CTAC, la CAFO, les représentants des communes I,II,III,IV et V, la DRACPN, la DRR, DRDC et la Coordination des GIE de Bamako.

Au titre des publications, la DRPSIAP de Bamako a publié l'Annuaire Statistique 2013 du District de Bamako disponible sur supports électronique et papier.

Au titre des missions et appuis techniques, la DRPSIAP a, en partenariat organisé une rencontre d'échange sur la révision du PDESC de la Commune V du District de Bamako.

Elle a également, en partenariat avec la Mairie de la commune III du District de Bamako, organisé la relance des activités de la commission de réhabilitation du quartier de Koulouba.

Les DRPSIAP ont dans leur ensemble, participé à l'atelier de lancement et de réflexion multithématique du processus d'actualisation de la Politique Nationale de Population (PNP) avec pour objet le lancement du processus d'actualisation de la PNP en intégrant les conditions d'atteinte du dividende démographique au Mali et la réduction des inégalités entre les sexes. Financé par le FNUAP et le budget national, l'atelier s'est tenu à Kangaba du 6 au 8 décembre 2015.

Elles ont également participé à l'atelier de consultation nationale sur le rapport provisoire du cadre pour la relance économique et le développement durable en vue de finaliser le rapport provisoire du nouveau document unique de référence, dénommé «Cadre pour la Relance Économique et le Développement Durable sur la période

2016-2018 ».

Tenu à Bamako les 17 et 18 décembre 2015, l'atelier a été financé par la Cellule Technique CSLP

Elles ont enfin participé à l'atelier sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) dans le cadre de la mise à niveau des acteurs du SSN

## CPS

### 1. CPS Secteur Environnement, Eau, Urbanisme, Domaine de l'Etat

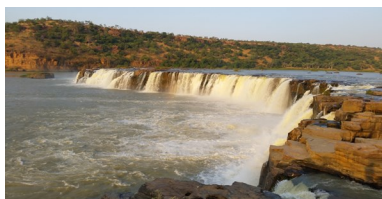
Au titre des opérations spéciales, la CPS/SEEUDE en partenariat avec l'UNICEF, la KfW, la SNV et l'Ambassade de Suède procède actuellement à l'inventaire national des points d'eau moderne du Mali afin de disposer des données et informations exhaustives par rapport à l'accès et la qualité de l'eau potable des populations des villages, hameaux, sites. Cette opération de 8 mois est financée par les PTF à hauteur de 769 millions de FCFA. La collecte des données sur le terrain est en cours dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le District de Bamako non couvert par SOMAPEP/SOMAGEP



### CPS Secteur Coopération et Intégration

Au titre des rencontres, elle a participé à la réunion du Comité de suivi d'inventaire des points d'eau. Cette réunion qui s'est tenue dans la salle de Conférence de la DNH a vue la participation de la DNH, de la CPS, de la SNV, de l'AKVO et l'UNICEF

Elle a également participé à la réunion du Comité technique de suivi de l'établissement de la situation de référence en matière d'assainissement.



Projet Hydro-électrique de Gouina



CPS Secteur Equipement Transport et Communication



La réunion qui s'est tenu dans la salle de conférence de la DNACPN sur financement de l'UNICEF a vu la participation de la DNACPN, de la CPS, de l'INSTAT, et de l'UNICEF

Au titre des publications, elle a publié l'Annuaire Statistique 2014 du Secteur EAU, Environnement, Urbanisme, Domaines de l'Etat le 15/10/2015 accessible en copie dure

Au titre des missions et appuis techniques, la CPS a bénéficié d'une étude de 3 mois financée par l'UNICEF sur l'établissement de la situation de référence en assainissement dans les régions de Sikasso et de Mopti.

## 2. CPS Secteur Education

Au titre des opérations spéciales, la CPS/SE a effectué des missions de préparation de la saisie des questionnaires d'enquêtes statistiques au niveau des Académies d'Enseignement en vue de vérifier le fonctionnement correct de l'accès à internet, de sécuriser les ordinateurs où seront installés les applications et qui seront connectées à la base de données de la CPS, de former les utilisateurs des AE à l'accès à distance.

Cette mission de 15 jours a coûté au budget national 6 620 000 FCFA.

Elle a aussi mené une campagne statistique pour la production des annuaires statistiques et du rapport d'indicateurs de l'Education Nationale pour l'année scolaire 2014-2015 avec pour objet de traiter les données saisies en vue de la production des états des différents annuaires statistiques (Préscolaire, Fondamental, Non formelle et Secondaire) et du rapport d'indicateurs de l'Education Nationale.

Cette mission de 38 jours a coûté au budget national 24 millions de FCFA

Elle a également assuré pendant 7 jours et pour un coût de 3164970, la formation des agents du Centre de Documentation et de Communication aux techniques et à l'informatique documentaire.

La formation avait pour objectif de renforcer les capacités des

agents afin qu'ils puissent mieux exécuter leurs tâches quotidiennes. Elle a enfin assuré la formation des cadres à l'utilisation du nouveau canevas des plans d'actions.

La formation avait pour objectif principal d'améliorer la coordination des activités de planification et de suivi-évaluation à tous les niveaux du Système éducatif.

Cette session de 8 jours a coûté au budget national 10 millions de FCFA.

Au titre des publications, elle a publié la Note d'Analyse des déclencheurs et des indicateurs sectoriels de l'ABS 2015.

Au titre des missions et appuis techniques, elle a bénéficié des services de consultants pour l'étude diagnostique et d'orientation pour la consolidation et l'extension du réseau virtuel privé (VPN) de la CPS.

L'étude avait pour objet de mettre en place un dispositif qui permet de fournir à temps des statistiques scolaires fiables dans une base de données unique nationale, de données opérationnelles sur les composantes du Programme d'Urgence Education Pour Tous (PUEPT), et particulièrement des cantines scolaires.

Cette mission de 67 jours est financée par la Banque Mondiale et le Fond IDA.

## 3. CPS Secteur Mines et Energie

Au titre des rencontres, elle a participé à l'atelier de formation sur la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) pour l'amélioration de la qualité de l'annexe budgétaire relative au genre .

Tenue à la Maison du Partenariat Angers-Bamako sur financement du Ministère de l'Economie et des Finances, l'atelier a regroupé la CPS, la DFM et d'autres acteurs de la PBSG.

Au titre des missions et appuis techniques, elle a bénéficié de trois (3) missions de suivi-évaluation de 10 jours chacune.

## 3. CPS Secteur Culture et Jeunesse

La CPS/SCJ a, au titre des rencontres, participé à l'atelier de formation à l'analyse prospective et à la planification stratégique avec pour objet de renforcer la qualité de la chaîne de planification, de programmation et de budgétisation.

Tenu à Ségou sur financement du PAT, l'atelier a vu la participation des agents des structures de planification, du SSN, du Trésor et du Budget.

Elle a également participé au Centre de Formation pour le Développement (CFD) à l'atelier de formation en planification et en Gestion Axée sur les Résultats (GAR).

Au titre des publications, elle a publié l'Annuaire Statistique 2014 du Secteur Culture et Jeunesse en novembre 2015 et qui est disponible sur supports papier et électronique.



## Conseil Economique, Social et Culturel

Au titre des missions et appuis techniques, elle a procédé du 10 au 24 novembre au suivi physique et financier des projets et programmes d'investissements publics dans le cadre des activités du PAGAM/GFP II. Il avait pour objectif de faire le point de la situation d'exécution des projets et programmes à visiter et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.



## Haut Conseil des Collectivités Territoriales



## Observatoire Développement Humain Durable



## CPS Secteur Equipement Transport et Communication

Elle a également procédé du 11 au 18 octobre 2015 à la collecte des données statistiques de la Région de Ségou.

## OBSERVATOIRES

### 1. Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

L'ODHD a, au titre des opérations spéciales et en partenariat avec les services techniques du Développement Social, de l'agriculture, et de la Société civile, organisé l'atelier de validation du rapport « Priorités résilience pays (PRP) et son plan stratégique ».

Cet atelier d'une journée a été financé par le CILSS.

Au titre des rencontres, l'ODHD a organisé l'atelier sur les travaux de l'étude sur « Développement de la couverture Maladie universelle au Mali : forces, contraintes, enjeux et perspectives » en vue de valider la note de compréhension des TDR.

Financé par l'ODHD, l'atelier a vu la participation des membres du Comité scientifique.

Il a également organisé à Bamako et Mopti les ateliers régionaux de Dissémination du Rapport National sur le Développement Humain édition 2014 et des résultats du Profil de pauvreté des 703 communes du Mali portant sur « **Gouvernance socioéconomique, politique et résilience à la crise 2012 au Mali : enjeux et perspectives** »

Ces ateliers visent à faire la promotion du Développement Humain Durable conformément aux objectifs de l'ODHD.

Financés par l'ODHD, ces ateliers ont vu la participation des représentants des services techniques régionaux, de la Société civile et des collectivités.

Il a enfin organisé dans les régions de Kayes, Ségou et le District de Bamako des ateliers sur les travaux de l'étude sur « Développement industriel, émergence et réduction de la pauvreté au Mali » qui ont permis la réalisation d'interviews dans le cadre de la collecte de

données.

Financés par l'ODHD, ces ateliers ont vu la participation des cadres des structures impliquées dans les questions d'industrialisation

### 2. Observatoire du Marché Agricole (OMA)

L'OMA a au titre des publications, produit les bulletins mensuels d'octobre novembre et décembre 2015 « Reflet » portant sur les prix et quantités des céréales, des produits non céréaliers, des produits halieutiques, des intrants et du bétail viande tous disponibles et accessibles sur son site [www.oma.gov.ml](http://www.oma.gov.ml)

Il a également publié les rapports hebdomadaires (Communiqué, Poi Kan Poi, Situation et Synthèse). Ils portent sur les données et analyses des prix des produits agricole accessibles sur son site.

Il a aussi publié les rapports hebdomadaires des prix et des faits saillants pour l'analyse des prix et des quantités vendues sur les marchés de production et leur analyse.

Il a enfin publié Le Bulletin trimestriel Riz portant sur l'Analyse sur les prix et les quantités de riz (local et importé) accessible sur son site web.

Au titre des missions et appuis techniques, l'OMA en partenariat avec PROMISAM-FEWS NET a effectué une Mission de 10 jours avec pour objet l'analyse de prospection du Marché Agricole.

Il a également effectué en partenariat avec Save the Children une mission SAV de 22 jours avec comme objet la réalisation de Profil de l'Economie des Ménages (HEA) à Sikasso.

Il a aussi effectué, en partenariat avec l'USAID, une Mission RESIMAO de 3 jours au Ghana en vue d'élaborer un plan de financement d'un Secrétariat Exécutif du RESIMAO

Il a enfin effectué en partenariat avec le Centre de Technologie Agricole (CTA) des Pays Bas, une mission RESIMAO de 5 jours en Côte d'Ivoire en vue de tenir l'atelier de Formation sur les Système d'information (SIM)



Observatoire du Marché Agricole



CPS Secteur Equipement Transport et Communication





## LES UTILISATEURS ET NOUS

**Points saillants de l'interview de Monsieur Boubacar Dramane TRAORE Directeur des Programmes à l'Association des Municipalités du Mali**



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché l'Association des Municipalités du Mali (AMM) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

L'AMM utilise en général les statistiques dans les domaines économique, social et culturel. Les données utilisées sont généralement les agrégats. Les statistiques proviennent principalement des Ministères.

L'accès aux données est facile et se fait généralement à partir des supports papier et électronique.

L'AMM reçoit du producteur et par courrier les données recherchées.

L'AMM n'entretient pas de relations particulière ni avec l'INSTAT, ni avec les autres structures de production statistiques comme les Cellules de Planification et de Statistique.

Les chiffres utilisés le sont à titre médiatique pour informer ou retransmettre l'information vers des tiers, à titre analytique pour comparer des situations dans le temps et à titre illustratif pour étayer un argument ou une démonstration.

L'AMM est surtout intéressée par les données sur les collectivités territoriales (la gestion des services sociaux de base, indice de pauvreté dans les communes, les points d'eau disponible et fonctionnels, nombre de centres de santé et d'écoles fonctionnels...

En définitive, les informations sur les collectivités territoriales.

L'AMM n'est pas très satisfait des données utilisées. Les données à produire doivent porter sur les compé-

tences gérées par les collectivités territoriales tout en facilitant leur accès.

L'AMM en tant qu'Institution de veille a besoin d'informations statistiques désagrégées à tous les niveaux des collectivités.

L'AMM serait intéressée par les formations sous forme d'ateliers de 2 semaines pour 10 à 20 personnes sur les outils informatiques d'une part et d'autre part sur des sujets comme le Développement durable, l'Economie locale, la Finance locale,



**Association des Municipalités du Mali**

**Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.**



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB  
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73  
Fax : (+223) 20 22 71 45  
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

**Améliorer les résultats du développement est notre passion**



**Directeur de publication**

Seydou Moussa TRAORE

**Rédacteur en Chef**

Karamoko DIARRA

**Comité de rédaction**

Souleymane KEITA

Mahamadou BAGAYOKO

Boubacar DEMBELE

**Retrouvez-nous sur notre site:  
[www.instat.gov.ml](http://www.instat.gov.ml)**